

Questions au Feuilleton

Locaux antérieurs	Locaux actuels
Secteur de travail 136 pi ²	Secteur de travail 665 pi ²
Hall public 55 pi ²	Hall public 92 pi ²
Salle de bains—aucune	Salle de bains 42 pi ²
Salles des dépêches—aucune	Salle des dépêches 81 pi ²
Salle des cases—aucune	Salle des cases 168 pi ²
Vestibule—aucune	Vestibule 92 pi ²
	Entreposage 30 pi ²

2. Le taux de location actuellement versé est conforme aux taux de baux récemment conclus dans le secteur.

RECHERCHES ET DÉVELOPPEMENT—LES CONTRATS ADJUGÉS

Question n° 3081—M. Beatty:

1. En ce qui a trait aux contrats décrits dans les vingt-huit bulletins de Recherches et Développement publiés jusqu'à maintenant, y compris le numéro de juillet 1975 et adjugés par le ministère des Approvisionnements et Services, par ministère, a) quelle est la valeur totale des contrats, b) combien d'entre eux ont été annoncés publiquement avant d'être adjugés, c) quels en étaient le numéro et la description, d) quelle était la valeur totale?

2. Parmi les contrats annoncés avant d'être accordés a) combien d'entre eux avaient reçu plus d'une offre, b) quels en étaient le numéro et la description, c) quelle était leur valeur totale?

3. Parmi les contrats qui ont fait l'objet de plus d'une offre a) quels contrats ont été accordés à d'autres qu'au moins offrant, b) dans chaque cas (i) quelles offres avaient été soumises (ii) par qui (iii) pourquoi, le contrat n'a-t-il pas été accordé au plus bas soumissionnaire?

4. Parmi les personnes et les associations auxquelles des contrats ont été accordés a) quel est le nom de ceux qui avaient travaillé pour le gouvernement auparavant, b) quand et pour qui avaient-ils travaillé, c) quels travaux avaient-ils effectués auparavant sous contrat pour le gouvernement, d) combien ces contrats avaient-ils coûté aux contribuables?

5. Quel est le nom des entrepreneurs ou des principaux candidats qui ont obtenu plus d'un contrat et, dans chaque cas, quels étaient a) le numéro, b) la description, c) la valeur du contrat, d) les ministères clients?

L'hon. Jean-Pierre Goyer (ministre des Approvisionnements et Services): Cette question demande une recherche poussée et les renseignements seront communiqués à l'honorable député dans le plus bref délai.

LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES BÉNÉFICIAIRES DE
SUBVENTIONS DU MEER

Question n° 3203—M. Howie:

Combien d'entreprises du Québec ont reçu des subventions du MEER, du 1^{er} avril 1973 au 30 septembre 1975, et combien d'entre elles ont actuellement cessé leurs activités?

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): En ce qui a trait au ministère de l'Expansion économique régionale, la réponse est la suivante: 716 entreprises ont reçu des subventions du MEER entre le 1^{er} avril 1973 et le 30 septembre 1975, et 8 d'entre elles ont actuellement cessé leurs activités.

MEER—LES ENTREPRISES QUÉBÉCOISES BÉNÉFICIAIRES DE
PRÊTS AVALISÉS

Question n° 3208—M. Howie:

Pour combien d'entreprises du Québec le MEER a-t-il garanti des prêts, du 1^{er} avril 1973 au 30 septembre 1975, et a) quel était le montant total garanti, b) combien de ces entreprises ont actuellement cessé leurs activités, c) quel était le montant total des garanties accordées à ces entreprises?

[M. Sharp.]

L'hon. Marcel Lessard (ministre de l'Expansion économique régionale): En ce qui a trait au ministère de l'Expansion économique régionale, la réponse est la suivante: sept entreprises; a) \$3,450,000; b) 1 entreprise; c) \$140,000.

LA RÉMUNÉRATION DE L'EXÉCUTEUR DES HAUTES ŒUVRES

Question n° 3306—M. Nystrom:

Le gouvernement verse-t-il un salaire au bourreau du Canada et, dans l'affirmative, quel montant lui a-t-il versé pour chaque exercice financier depuis 1962-1963?

L'hon. Ron Basford (ministre de la Justice): Non.

LES RÉNOVATIONS AUX BUREAUX DU PREMIER MINISTRE

Question n° 3341—M. Coates:

Combien de fois, depuis 1968, le Premier ministre a-t-il, aux frais des contribuables, a) rénové, b) meublé à nouveau les bureaux et suites mis à sa disposition et à quel prix chaque fois?

L'hon. Mitchell Sharp (président du Conseil privé): En 1971. Voir la réponse donnée à l'honorable député aux questions 126 (Débats de la Chambre des communes du 29 mars 1972) et 2584 (Débats de la Chambre des communes du 19 décembre 1973).

DEMANDES DE DOCUMENTS

[Français]

M. J.-J. Blais (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le président, les avis de motion n°s 56, 58, 60, 61 et 62 sont acceptables par le gouvernement, sujets aux réserves ordinaires quant aux documents confidentiels et à l'autorisation des autorités gouvernementales en cause.

Je demande, monsieur l'Orateur, que les autres avis de motions soient réservés.

ORDRES INSCRITS AU NOM DU
GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

MESURE ABROGATIVE PORTANT SUR LES DISPOSITIONS
RELATIVES À LA PUBLICITÉ DANS LES PÉRIODIQUES NON
CANADIENS

La Chambre reprend l'étude, interrompue le mercredi 4 juin, de la motion de M. Sharp (au nom du ministre des Finances): Que le bill C-58, tendant à modifier la loi de l'impôt sur le revenu, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé au comité permanent de la radiodiffusion, des films et de l'assistance aux arts.

M. Stan Darling (Parry Sound-Muskoka): Monsieur l'Orateur, quand la Chambre a ajourné le débat sur le bill C-58 le 4 juin, je donnais aux députés des exemples de l'appui enthousiaste de mes commettants en faveur de *Reader's Digest*. Peut-être ferais-je bien rappeler au gouver-